

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:  
Hôtel de Ville  
BP 2205  
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	21	4

N° de la séance : 07

Objet de la délibération : Direction de la  
Cohésion Sociale - Thématique insertion  
sociale et professionnelle - Attribution de  
subventions aux associations pour 2019

<input checked="" type="checkbox"/> Original ▪ Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services  Stéphane PINTRE
---

N° Enregistrement : BC.2019.077

Date de la convocation :  
**Le 14/05/2019**

**Certifié exécutoire compte tenu**

de l'affichage  
en date du **- 5 JUIN 2019**

de la réception s/Préfecture  
en date du **- 3 JUIN 2019**

Pour le Président,  
La Responsable de Service



Corinne PAVAN SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU BUREAU  
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
SOPHIA ANTIPOLIS**

**Séance du 20 mai 2019**

L'an deux mil dix-neuf et le 20 mai à 09h00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 Route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

**PRESENTS :**

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Christophe ETORE, Guilaïne DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Marguerite BLAZY, Dominique TRABAUD, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, Claude BERENGER, René TRASTOUR, Joseph VALETTE

**ABSENTS :**

Lionnel LUCA, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Roger CRESP

**Madame SALUCKI,**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a décidé par délibération du Conseil Communautaire en date du 24 novembre 2003 d'exercer la compétence Politique de la Ville sur son territoire. Elle a notamment considéré comme étant d'intérêt communautaire les actions d'insertion sociale et professionnelle.

Dans ce cadre, la C.A.S.A. apporte, depuis plusieurs années, une aide sous forme de subventions à un certain nombre d'associations œuvrant sur son territoire.

Un appel à projets a été lancé en fin d'année 2018 afin de recueillir les différentes demandes de subvention. Après étude des dossiers et dans la limite de l'enveloppe prévue au budget primitif 2019, il est proposé de procéder à l'attribution d'une subvention aux associations suivantes :

- Mission Locale Antipolis (MLA)
- Reflets (dispositif Mobilis)
- Chantier Mobile d'Insertion par L'Ecologie Urbaine (C'MIEU)
- Emploi et Services 06 (Association Intermédiaire et Chantier d'Insertion)
- Association Valbonnaise pour l'Insertion et L'emploi (AVIE)
- Les Jardins de la Vallée de la Siagne (JVS)
- Alter Egaux (dispositif PEPSI)

La Mission locale Antipolis accompagne les 16-25 ans pour une insertion professionnelle et sociale dans une perspective d'accès à l'emploi. Celle-ci met par ailleurs en place deux actions plus spécifiques que sont les opérations courts chantiers.

L'action Mobilis 06 de l'association Reflets tend à l'accompagnement au passage du code de la route, du permis B et du Brevet de Sécurité Routière afin de favoriser la mobilité des personnes en insertion.

Les associations CMIEU, Emplois et Services 06 et les Jardins de la Vallée de la Siagne visent un retour à l'emploi durable dans le cadre de chantiers d'insertion.

Les associations AVIE et Emplois et Services 06, associations intermédiaires, mettent à disposition à titre onéreux des personnes sans emploi, auprès de toutes les catégories d'utilisateurs des secteurs marchands.

Alter Egaux met en place un parcours vers l'emploi pour les personnes en situation d'insertion dont les freins doivent être levés avec une méthodologie spécifiquement adaptée au public du quartier prioritaire.

Considérant que par délibération du 14 avril 2014, et conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire a chargé le Bureau de prendre toutes décisions en matière de subvention à recevoir ou à accorder dès l'instant où les crédits figurent au budget de la Communauté ;

Compte tenu des missions réalisées sur le territoire communautaire, une ou plusieurs convention(s) détaillée(s) fixant à chaque association des objectifs quantitatifs et qualitatifs annuels est (sont) jointe(s) à ce projet de délibération afin de permettre au Bureau Communautaire de délibérer sur la subvention 2019 à attribuer, et prendra en compte les résultats financiers et d'activité 2018 ;

Considérant que les actions d'insertion sociale et professionnelle menées par les associations MISSION LOCALE ANTIPOLIS, MOBILIS 06 (REFLETS), C'MIEU, EMPLOIS ET SERVICES 06, AVIE, LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE et ALTER EGAUX s'inscrivent dans les compétences Politique de la Ville transférées à la Communauté d'Agglomération ;

Considérant l'intérêt que représentent ces actions pour la communauté en raison du caractère essentiel des projets ;

**Vu** l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 avril 2019 ;

**Vu** les crédits qui figurent au Budget Primitif de l'année 2019 ;



Il est donc proposé au Bureau Communautaire :

- d'octroyer une subvention aux associations MISSION LOCALE ANTIPOLIS, REFLETS, C'MIEU, EMPLOIS ET SERVICES 06, AVIE, LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE et ALTER EGAUX selon la répartition suivante :

<b>INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE</b>	<b>MISSION LOCALE ANTIPOLIS</b> Fonctionnement	630 000 €
	<b>MISSION LOCALE ANTIPOLIS</b> Opération Courts Chantiers Antibes/Vallauris/Moyen Pays	15 000 €
	<b>REFLET - MOBILIS 06</b> Mobilité pour l'emploi (Reflets)	25 200 €
	<b>CHANTIER MOBILE D'INSERTION PAR L'ECOLOGIE URBAINE (C.M.I.E.U.)</b> Chantier insertion : Agents d'entretien des espaces verts Moyen et Haut Pays	55 800 €
	<b>EMPLOIS ET SERVICES 06</b>	
	• Association Intermédiaire Antibes/Vallauris	10 000 €
	• Chantier d'insertion : Agents d'entretien polyvalents Vallauris	45 000 €
	<b>LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE</b>	18 000 €
	Chantier d'insertion : Ouvriers agricoles Moyen et Haut Pays	
	<b>AVIE</b> Association Intermédiaire broyage déchet vert et nettoyage Valbonne	7 500 €
	<b>ALTER EGAUX</b> Parcours vers l'emploi pour les personnes en situation d'insertion (PEPSI) Vallauris	8 000 €

- d'approuver les termes des conventions de participation financière entre les associations précitées et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont les projets sont joints en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou Madame la vice-présidente déléguée à la politique de la ville à signer lesdites conventions et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération,
- d'imputer la dépense sur le Chapitre « 65 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal – fonction « 523 » ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

**LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DE LA VICE-PRESIDENTE ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :**

- d'octroyer une subvention aux associations MISSION LOCALE ANTIPOLIS, REFLETS, C'MIEU, EMPLOIS ET SERVICES 06, AVIE, LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE et ALTER EGAUX selon la répartition suivante :

<b>INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE</b>	<b>MISSION LOCALE ANTIPOLIS</b> Fonctionnement	630 000 €
	<b>MISSION LOCALE ANTIPOLIS</b> Opération Courts Chantiers Antibes/Vallauris/Moyen Pays	15 000 €
	<b>REFLET - MOBILIS 06</b> Mobilité pour l'emploi (Reflets)	25 200 €
	<b>CHANTIER MOBILE D'INSERTION PAR L'ECOLOGIE URBAINE (C.M.I.E.U.)</b> Chantier insertion : Agents d'entretien des espaces verts Moyen et Haut Pays	55 800 €
	<b>EMPLOIS ET SERVICES 06</b>	
	• Association Intermédiaire Antibes/Vallauris	10 000 €
	• Chantier d'insertion : Agents d'entretien polyvalents Vallauris	45 000 €
	<b>LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE</b>	18 000 €
	Chantier d'insertion : Ouvriers agricoles Moyen et Haut Pays	
	<b>AVIE</b> Association Intermédiaire broyage déchet vert et nettoyage Valbonne	7 500 €
	<b>ALTER EGAUX</b> Parcours vers l'emploi pour les personnes en situation d'insertion (PEPSI) Vallauris	8 000 €

- d'approuver les termes des conventions de participation financière entre les associations précitées et la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, dont les projets sont joints en annexe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou Madame la vice-présidente déléguée à la politique de la ville à signer lesdites conventions et les documents nécessaires à la bonne exécution de cette délibération,
- d'imputer la dépense sur le Chapitre « 65 » de la Section de Fonctionnement du Budget Principal – fonction « 523 » ; budget de la Direction de la Cohésion Sociale.

AINSI FAIT ET DELIBERE  
A ANTIBES LE 20 mai 2019  
Suivent les signatures  
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



## CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION MISSION LOCALE ANTIPOLIS

### Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06600 ANTIBES représentée par Monsieur Jean LEONETTI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Président conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

**ET,**

L'Association dénommée Mission Locale Antipolis, régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but l'accueil, l'orientation et l'information des jeunes pour favoriser leur insertion sociale et professionnelle, dont le siège social est situé à Nova Antipolis, Proxima Bâtiment A, 2067, Chemin de Saint Claude - 06600 Antibes, représentée par Mme Michelle SALUCKI en sa qualité de Présidente, conformément aux statuts de l'association N° SIRET 381 696 889 00025 code APE 88 99 B,

Ci-après désignée **MISSION LOCALE ANTIPOLIS**,

### EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville qui se traduit par la prévention de la délinquance, l'accès au droit et l'insertion par l'économique.

Conformément à ses statuts, la Mission Locale Antipolis a une place prépondérante au sein de la politique d'insertion et d'emploi des jeunes âgés de 16 à 25 ans souhaitée par la C.A.S.A.

La Mission Locale Antipolis, de par ses missions d'accueil, d'information, d'orientation et d'insertion sociale et professionnelle des jeunes, a été déclarée d'intérêt communautaire et bénéficie depuis 2003 d'une subvention de fonctionnement versée par la Communauté d'Agglomération.

Le Bureau Communautaire a décidé le 28 janvier 2019 d'accorder à la Mission Locale Antipolis un acompte de 322 500 € sur la subvention 2019.

Les actions suivantes ont reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville en date du 03 avril 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

L'objectif de cette convention est de soutenir la Mission Locale Antipolis dans la mise en œuvre de ses actions.

Par la présente convention, la Mission Locale Antipolis s'engage à mettre en place sur le territoire de la C.A.S.A, auprès de jeunes de 16 à 25 ans, pour l'année 2019, les actions suivantes :

### **1) Renforcer les missions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement des jeunes**

Objectif central par rapport à la mobilisation des jeunes, il s'agit de recueillir la demande individuelle, d'analyser la situation et les caractéristiques du demandeur pour apporter à chaque jeune, en concertation avec lui, la réponse la plus pertinente et adaptée à la réalisation de son parcours d'insertion sociale et professionnelle.

Pour ce faire, la Mission Locale Antipolis s'engage à :

#### **⇒ Etre présente sur le territoire communautaire à partir de :**

- 5 antennes situées à Antibes Juan-les-Pins /Biot, Châteauneuf, Valbonne Sophia Antipolis, Vallauris Golfe Juan et Villeneuve-Loubet ouvertes toute la semaine de 9h00 à 12h30 et de 13h30 à 17h30 sauf le lundi après-midi.

-Des rendez-vous individualisés ou des informations collectives, notamment sur les communes du Haut Pays, pourront être assurés en fonction des besoins.

#### **⇒ Accueillir les jeunes de 16 / 25 ans habitant le territoire de la CASA, selon un objectif quantitatif fixé de 3 100 à 3 200 jeunes**

##### L'accueil se fait en 4 étapes :

- Chaque jeune bénéficie d'un pré-accueil sous forme d'entretien réalisé par les chargées d'accueil. Ce premier moment d'échange avec le jeune permet bien souvent de lui donner un premier niveau d'information sur les activités de la Mission Locale et les possibilités qui lui sont offertes. Cet échange facilite aussi la détection d'éventuelles difficultés de compréhension ou un éventuel illettrisme,
- Sur les antennes d'Antibes Juan-les-Pins et de Vallauris Golfe Juan, les jeunes sont conviés à une information collective qui permet un premier niveau d'information sur les dispositifs et les types d'accompagnement proposés, mais également un temps d'échange avec les jeunes sur leurs projets et besoins,
- Le jeune est ensuite reçu par un Conseiller en Insertion Sociale et Professionnelle (CISP) qui effectue le diagnostic et devient le garant du parcours du jeune,
- Par la suite, le jeune est reçu à sa demande ou celle du CISP.

Tout jeune qui a une demande particulière est reçu par un CISP disponible, si le CISP référent est absent plus de trois jours.

La majorité des rendez-vous se fait sur l'initiative du CISP et sur rendez-vous. La Mission Locale Antipolis s'engage à maintenir l'accueil des jeunes dans un délai maximum de 8 jours.

Le repérage des jeunes relevant d'un accompagnement Mission Locale doit se réaliser à travers des

#### conventions avec :

- Le Pôle Emploi dans le cadre du Projet Personnalisé d'Accès à l'Emploi (PPAE),
- L'Education Nationale à partir de réunions régulières, la plateforme d'accompagnement rassemblant le Centre d'Information et d'Orientation, la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire, la Mission Locale Antipolis et les établissements scolaires ainsi que les différents partenaires du monde de l'insertion.

#### Le repérage doit continuer de se réaliser dans le cadre d'un partenariat avec :

- Les services jeunesse et/ ou les services sociaux des villes de la C.A.S.A.,
- Le service prévention jeunesse C.A.S.A.,
- Les équipes de la Protection Judiciaire de la Jeunesse et le Service Pénitentiaire d'Insertion et de Probation,
- Les foyers de l'enfance d'Antibes,
- Le réseau de l'Education Nationale,
- Les Centres Communaux d'Action Sociale,
- Le Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes et les Foyers de Jeunes Travailleurs,
- Les associations intervenant sur le territoire de la CASA.

### **2) Accompagner les parcours d'insertion et prendre en compte l'ensemble des difficultés et problématiques**

La finalité de l'action de la Mission Locale Antipolis est de mettre en relation les publics concernés avec les politiques qui leur sont destinées, dans la perspective d'une insertion sociale et professionnelle réussie (durable et de qualité). Elle intervient dans les thématiques : mobilité, logement, santé, accès à la culture, lutte contre les discriminations.

### **3) Agir pour l'accès à l'emploi**

⇒ **Par les dispositifs de formation professionnelle**

⇒ **Par la mise en œuvre du Parcours d'Accompagnement Contractualisé vers l'Emploi et l'Autonomie - PACEA**

#### ▪ **Généralisation de la Garantie Jeunes, modalité spécifique du PACEA, avec une cohorte de 200 jeunes**

Les jeunes suivis seront encadrés par une équipe de conseillers référents et une assistante administrative pour les antennes d'Antibes Juan-les-Pins, Valbonne Sophia Antipolis, Biot et Vallauris Golfe Juan. Afin de faciliter l'intégration des jeunes, des groupes seront également mis en place avec les antennes de Villeneuve-Loubet et Châteauneuf.

### **4) Observer le territoire et apporter une expertise**

### **5) Développer une ingénierie de projet et animer le partenariat local**

La Mission Locale Antipolis s'engage, pour l'année 2019 à développer des actions favorisant l'insertion sociale et professionnelle des jeunes :

#### ▪ **Opérations Courts Chantiers**

La Mission Locale Antipolis organisera 4 Opérations Courts Chantiers (OCC) dont 2 à Vallauris Golfe Juan, 2 à Antibes Juan-les-Pins, 1 à Biot-Valbonne Sophia Antipolis, regroupant pour chacun au minimum 6 à 7 jeunes du territoire de la CASA.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2019.

**En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 1 765 965.98 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe 1.

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action soit 1 883 345.98€.

Plus particulièrement, le coût total de la mise en œuvre des 5 Opérations Courts Chantiers est quant à lui estimé à de 30 818 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe 2.

## **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

La Mission Locale reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie sera transmise à la C.A.S.A.

## **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

**Le montant de la subvention annuelle de fonctionnement attribuée par la C.A.S.A. est de 630 000€ auxquels il faut rajouter 15 000 € au titre des Opérations Courts Chantiers, soit une subvention globale 645 000 € au titre de l'année 2019.**

Cette subvention est versée en deux temps :

Un acompte de 322 500 € a été versé après délibération du Bureau Communautaire du 28 janvier 2019 à partir d'une convention de participation financière.

Vu les bilans d'étape, le solde peut être versé à compter de la date d'exécution de la présente convention.

Toutefois, la C.A.S.A. se réserve le droit de revoir le montant global de sa participation si les conditions prévues aux articles 6 et 7 ne sont pas respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

## **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des évaluations intermédiaires et un bilan annuel des actions subventionnées.



Au cours du 1<sup>er</sup> mois correspondant à la date de signature de la convention, la Mission Locale adresse à la C.A.S.A. :

- Les projets d'actions conformes à l'objet social de l'association,
- Le budget prévisionnel ainsi que les moyens affectés à sa réalisation,
- Les contributions non financières dont l'association dispose pour la réalisation des objectifs mentionnés à l'article 1<sup>er</sup>.

## **6.1 Evaluations intermédiaires**

La Mission Locale Antipolis s'engage à fournir régulièrement, et ce jusqu'au terme de la convention, des informations qualitatives et quantitatives relatives à son activité et à toute action menée; notamment à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de jeunes en premier accueil,
- Nombre de jeunes en suivi,
- Nombre de sorties en les caractérisant,
- Suivi des programmes (Parcours d'Accompagnement Contractualisé à l'Emploi et l'Autonomie - PACEA, Parrainage, emplois d'avenir...)

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : la C.A.S.A. participera à toutes les réunions du Bureau et du Conseil d'Administration de la Mission Locale Antipolis.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

## **6.2 Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par La Mission Locale Antipolis.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause par convention expresse.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

La Mission Locale Antipolis s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, la Mission Locale Antipolis remettra chaque année à la CASA ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2020.

L'association Mission Locale Antipolis, qui est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

- La Mission Locale Antipolis devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par la Mission Locale Antipolis, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

La Mission Locale Antipolis s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : LITIGES**

La Mission Locale Antipolis et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

### **ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE**

Les services de la Direction de la Cohésion sociale et autres partenaires peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), La MISSION LOCALE ANTIPOLIS s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le  
En deux exemplaires

Pour la CASA,  
Le Président,

Pour la Mission Locale Antipolis,  
La Présidente

Jean LEONETTI

Michelle SALUCKI

OCC - MLA

## 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Opérations Courts Chantiers : **Budget prévisionnel global 2019**

CHARGES		PRODUITS	
CHARGES DIRECTES	MONTANT	RESSOURCES DIRECTES	MONTANT
60 - ACHATS	30 818	70 - REMUNERATION DES SERVICES	30 818
Prestation de services	19 185	Participation des usagers	0
Achats matières et fournitures	50	Prestations des services CAF	0
Eau, gaz, électricité	3 450	Autres (préciser)	0
Autres (à préciser) : Pécules	0	74 - SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	30 818
	16 225	741 - État	6 000
61 - SERVICES EXTERIEURS	0	Subvention de fonctionnement CPO -	0
Sous-traitance générale	0	Emploi d'avenir - Accompagnement	0
Organisme de formation	0	Emploi d'avenir - Suivi	0
Locations et charges locatives	0	Parrainage	0
Entretien et réparation	0	RIPD - Opérations Courts Chantiers	8 000
Assurances	0		0
Documentations/Etudes et recherches	0		0
		7425 - FONDS EUROPÉENS pour activités spécifiques (FSE)	0
		Opération projetée pour faciliter l'accès à l'emploi des jeunes	0
62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS	730	742 - SUBVENTIONS DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	24 818
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	0	Conseil Régional	3 000
Publicité, publications	0	Subventions - Plan d'Actions Opérationnel	0
Déplacements, missions	730	Action - Santé en faveur des jeunes	0
Transports d'activités et d'animations	0	Relais vers l'emploi des jeunes diplômés en région PACA	0
Frais postaux - téléphone	0		0
Services bancaires, autres	0	Actions - Opérations Courts Chantiers	3 000
Cotisations et coûts accès informatique	0		0
63 - IMPOTS ET TAXES	812	Conseil Départemental	0
Impôts et taxes sur rémunérations	812	Actions - Opérations Courts Chantiers	0
Formations Professionnelle salariés	0	Frais de gestion - F.A.J.	0
Autres impôts et taxes	0	Communes	0
64 - FRAIS DE PERSONNEL	10 091	Établissement publics de coopération intercommunale	21 818
Rémunération des personnels	6 245	Actions - Opérations Courts Chantiers	16 000
Charges sociales de l'employeur	3 846	Communauté Agglomération Sophia Antipolis - Particip.Financ.Fondt	6 818
Autres charges de personnel	0		0
		Autres établissements (organismes) publics locaux (CCAS, ..)	0
65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	0	CONTRIBUTION DES ORGANISME PUBLICS NATIONAUX	0
		PÔLE EMPLOI (P.P.A.E.) Cotralance	0
		APPORT DES ORGANISMES PRIVÉS (OPCA, AGEFIPH, ..)	0
66 - CHARGES FINANCIERES	0	TOTAL SUBVENTIONS PARTENAIRES SOCIAUX : A.N.I.	0
		75 - AUTRES PRODUITS	0
67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	Participation des adhérents	0
		Autres : Produits divers de gestion courantes	0
68 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	0	76 - PRODUITS FINANCIERS	0
		77 - PRODUITS EXCEPTIONNELS	0
CHARGES INDIRECTES	0	78 - REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	0
Charges fixes de fonctionnement	0	79 - TRANSFERTS CHARGES EXPLOIT.	0
Frais financiers	0	Produits des contrats aidés : ASP (emplois aidés)	0
Autres	0	Autres transferts de charges (remboursement assurances)	0
<b>TOTAL DES COMPTES DE CHARGES (6)</b>	<b>30 818</b>	<b>TOTAL DES COMPTES DE PRODUITS (7)</b>	<b>30 818</b>

  

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES			
86 - Emplois des contributions volontaires en nature	20 930	87 - Ressources des contributions volontaires en nature	20 930
Secours en nature	0	Secours en nature	0
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	0	Mise à disposition gratuite de biens et prestations	0
Mise à disposition gratuite de personnel	20 930	Mise à disposition gratuite de personnel	20 930
Personnel bénévole	0	Personnel bénévole	0
<b>TOTAL DES COMPTES DE CHARGES (6 &amp; 8)</b>	<b>51 748</b>	<b>TOTAL DES COMPTES DE PRODUITS (7 &amp; 8)</b>	<b>51 748</b>



COMPTE DE RÉSULTAT**Finances - Comptes de Charges**

Antibes

	Exercice 2019 BP Projet	Exercice 2018 projection	Exercice 2018 BP validé par l'A.G.	Ex.2018 △ en %
<b>Comptes de Charges</b>				
<b>ACHATS</b>	<b>92 347,41</b>	<b>82 743,68</b>	<b>101 746,37</b>	<b>-18,68%</b>
Énergie, eau	4 800,00	4 828,28	4 800,00	0,59%
Fournitures de bureau et informatique	8 298,55	7 973,50	9 605,13	-16,99%
Autres achats	79 248,86	69 941,90	87 341,24	-19,92%
<b>SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>161 182,52</b>	<b>156 558,69</b>	<b>170 682,52</b>	<b>-8,27%</b>
Sous traitance générale	0,00	0,00	0,00	
Redevances de crédit bail	0,00	0,00	0,00	
Location de locaux, charges locatives, loyers garages	101 994,00	97 067,99	101 994,00	-4,83%
Location de matériels et autres	8 550,00	11 362,95	8 550,00	32,90%
Entretien et maintenance	39 139,52	38 502,99	48 639,52	-20,84%
Primes d' assurances	8 504,00	7 751,29	8 504,00	-8,85%
Etudes et recherches relatives à la gestion	0,00	0,00	0,00	
Divers, documentation, frais de colloques, séminaires	2 995,00	1 873,47	2 995,00	-37,45%
<b>AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>134 179,94</b>	<b>157 909,14</b>	<b>153 961,62</b>	<b>2,56%</b>
Personnel extérieur à l'Entreprise (intérim...)	0,00	0,00	0,00	
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	55 549,94	68 974,97	71 445,94	-3,46%
Information, publication	600,00	656,40	3 600,00	-81,77%
Transport de biens, transport collectif du personnel	0,00	0,00	0,00	
Déplacements, missions, réceptions	28 780,00	25 362,75	29 080,00	-12,78%
Frais postaux	3 500,00	3 873,60	3 500,00	10,67%
Frais de télécommunication	26 172,00	43 414,10	26 172,00	65,88%
Services bancaires et assimilés	400,00	321,92	400,00	-19,52%
Autres postes de charges de fonctionnement	19 178,00	15 305,40	19 763,68	-22,56%
<b>IMPOTS, TAXES et VERSEMENTS ASSIMILES</b>	<b>98 994,60</b>	<b>90 889,41</b>	<b>103 758,48</b>	<b>-12,40%</b>
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>1 264 592,69</b>	<b>1 318 694,30</b>	<b>1 330 336,60</b>	<b>-0,88%</b>
<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>800,00</b>	<b>227,27</b>	<b>800,00</b>	<b>-71,59%</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>800,00</b>	<b>0,00</b>	<b>800,00</b>	
<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS</b>	<b>13 068,82</b>	<b>58 341,09</b>	<b>8 498,00</b>	<b>586,53%</b>
Dotation aux amortissements	13 068,82	6 716,09	8 498,00	-20,97%
Dotation aux provisions	0,00	51 625,00	0,00	
Dotation pour provision indemnité départ à la retraite	0,00	0,00	0,00	
Dotation pour contentieux salariaux	0,00	51 625,00	0,00	
Dotation pour travaux	0,00	0,00	0,00	
Dotation pour : autres risques et charges & dépréciation de Créances	0,00	0,00	0,00	
<b>TOTAL DES COMPTES DE CHARGES</b>	<b>1 765 965,98</b>	<b>1 865 363,58</b>	<b>1 870 583,59</b>	<b>-0,28%</b>
Engagements à réaliser sur ressources affectées + Enveloppes financières de l'année N+1	0,00	0,00	0,00	
<b>EXCEDENT DE L'EXERCICE</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
Total : charges réalisées en 2017 des projets associatifs affectant une parts des résultats 2015 et 2016	0,00	0,00	0,00	
<b>EXCÉDENT DE L' EXERCICE ♦ RÉSULTAT ÉCONOMIQUE RÉSIDUEL</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	

Mission LOCALE  
BP 2019.  
(global).

COMPTE DE RÉSULTAT**Finances - Comptes de Charges**

Antibes

	Exercice 2019 BP Projet	Exercice 2018 projection	Exercice 2018 BP validé par l'A.G.	Ex.2018 △ en %
<b>Comptes de Charges</b>				
<b>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	<b>71 880,00</b>	<b>83 528,18</b>	<b>83 528,18</b>	<b>0,00%</b>
<b>Mise à disposition gratuite de personnel</b>	<b>20 930,00</b>	<b>32 578,18</b>	<b>32 578,18</b>	<b>0,00%</b>
Etat	0,00	0,00	0,00	
Etablissements publics nationaux (Pôle Emploi,...)	0,00	0,00	0,00	
Conseil Régional	0,00	0,00	0,00	
Conseil Départemental	0,00	0,00	0,00	
Communes	0,00	0,00	0,00	
Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)	20 930,00	20 930,00	20 930,00	0,00%
Autres établissements publics locaux	0,00	0,00	0,00	
Autres : Fondation Orange	0,00	11 648,18	11 648,18	0,00%
<b>Mise à dispo. gratuite de biens et services</b>	<b>50 950,00</b>	<b>50 950,00</b>	<b>50 950,00</b>	<b>0,00%</b>
Etat	0,00	0,00	0,00	
Etablissements publics nationaux (Pôle Emploi,...)	0,00	0,00	0,00	
Conseil Régional	0,00	0,00	0,00	
Conseil Départemental	0,00	0,00	0,00	
Communes	50 950,00	50 950,00	50 950,00	0,00%
Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)	0,00	0,00	0,00	
Autres établissements publics locaux	0,00	0,00	0,00	
Autres	0,00	0,00	0,00	
<b>TOTAL DES COMPTES DE CHARGES - CLASSE 6 &amp; 8</b>	<b>1 837 845,98</b>	<b>1 948 891,76</b>	<b>1 954 111,77</b>	<b>-0,27%</b>
<b>FONDS GERES POUR COMPTE D'AUTRUI (FAJ, FIPJ, Aide Mobilité, ...)</b>	<b>45 500,00</b>	<b>48 454,36</b>	<b>45 500,00</b>	<b>6,49%</b>
TOTAL Conventionnements de l'année (FAJ, Aide Mobilité)	45 500,00	48 454,36	45 500,00	6,49%
Dont FAJ	45 500,00	45 500,00	45 500,00	0,00%
Dont FIPJ	0,00	0,00	0,00	
Dont Crédit Mobilité	0,00	2 954,36	0,00	
<b>TOTAL DES COMPTES DE CHARGES - CLASSE 6 &amp; 8 et fonds gérés pour compte d'autrui</b>	<b>1 883 345,98</b>	<b>1 997 346,12</b>	<b>1 999 611,77</b>	<b>-0,11%</b>

Antibes, le 12/12/2018

La Présidente,

Michelle SALUCKI



# COMPTES DE RÉSULTAT

## Finances - Comptes de Produits

Antibes

	Exercice 2019 BP Projet	Exercice 2018 projection	Exercice 2018 BP validé par l'A.G.	Ex.2018 △ en %
<b>Comptes de Produits</b>	<b>1 721 145,94</b>	<b>1 725 163,65</b>	<b>1 727 703,40</b>	<b>-0,15%</b>
<b>SUBVENTIONS</b>	<b>706 680,00</b>	<b>705 049,00</b>	<b>705 749,00</b>	<b>-0,10%</b>
<b>TOTAL ÉTAT</b>	<b>412 464,00</b>	<b>419 549,00</b>	<b>419 549,00</b>	<b>0,00%</b>
Subvention de fonctionnement - Convention Pluriannuelle Objectif	0,00	0,00	0,00	
Emploi d'avenir - Accompagnement au déploiement des emplois d'avenir et au suivi du jeune recruté	0,00	0,00	0,00	
Parrainage	0,00	0,00	0,00	
Plan de développement de l'action Parrainage	0,00	0,00	0,00	
Réussite Apprentissage	5 000,00	5 000,00	5 000,00	0,00%
CIPDR - FIPD - Opérations Courts Chantiers	0,00	0,00	0,00	
CGET - Raids pour l'emploi	0,00	0,00	0,00	
CGET - Action formation à visée emploi : Métiers sport et animation	1 600,00	500,00	1 200,00	-58,33%
Plateforme Service Civique : dossier de volontaires gérés par la M.L.A.. Aides versées et reçues de l'ASP	287 616,00	280 000,00	280 000,00	0,00%
Garantie Jeunes	0,00	0,00	0,00	
<b>TOTAL FONDS EUROPÉENS pour activités spécifiques (FSE)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
F.S.E. - Emploi d'avenir - Accompagnement au déploiement des emplois d'avenir et au suivi du jeune recruté	894 300,00	899 948,71	901 788,46	-0,20%
<b>TOTAL SUBVENTIONS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>244 750,00</b>	<b>244 160,25</b>	<b>244 750,00</b>	<b>-0,24%</b>
<b>Conseil Régional</b>	<b>187 650,00</b>	<b>187 650,00</b>	<b>187 650,00</b>	<b>0,00%</b>
Subventions - Plan d'Actions Régional	0,00	0,00	0,00	
Dont subventions - P.A.R. Augmentations conjoncturelles et incidences de la C.C.N.	0,00	0,00	0,00	
Santé en faveur des jeunes - Analyse des pratiques	0,00	0,00	0,00	
Raids pour l'emploi	48 800,00	48 800,00	48 800,00	0,00%
Parrainage - Relais vers l'emploi des jeunes diplômés en région PACA	3 000,00	2 600,00	3 000,00	-13,33%
Opérations Courts Chantiers	5 300,00	5 110,25	5 300,00	-3,58%
Plateforme de Suivi et d'Appui aux Décrocheurs (PSAD)	0,00	0,00	0,00	
Frais de gestion Crédit Mobilité	4 550,00	3 300,00	4 550,00	-27,47%
<b>Conseil Départemental</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
Subventions	4 550,00	3 300,00	4 550,00	-27,47%
Frais de gestion F.A.J.	0,00	0,00	0,00	
<b>Communes</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
Subventions	645 000,00	652 488,46	652 488,46	0,00%
<b>Etablissements publics de coopération intercommunale</b>	<b>630 000,00</b>	<b>630 000,00</b>	<b>630 000,00</b>	<b>0,00%</b>
Subvention de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (C.A.S.A.) - Fonctionnement	0,00	0,00	0,00	
Action permis Poids Lourds + FIMO	0,00	7 488,46	7 488,46	0,00%
Raids pour l'emploi	15 000,00	15 000,00	15 000,00	0,00%
Opérations Courts Chantiers	0,00	0,00	0,00	
Action de formation à visée emploi : Métiers du sport et de l'animation	0,00	0,00	0,00	
	0,00	0,00	0,00	
<b>Autres Etablissements (organismes) publics locaux (CCAS,...)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
Subventions	0,00	0,00	0,00	
<b>TOTAL CONTRIBUTION DES ORGANISMES PUBLICS NATIONAUX</b>	<b>120 165,94</b>	<b>120 165,94</b>	<b>120 165,94</b>	<b>0,00%</b>
<b>PÔLE EMPLOI (P.P.A.E.) Cotraitance</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
Caisses d'Allocations Familiales / ACSE / ... Subvention Fonds publics	0,00	0,00	0,00	
<b>TOTAL APPORT DES ORGANISMES PRIVÉS (OPCA, AGEFIPH...)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
Accompagnement jeunes bénéficiaires du PLIE	0,00	0,00	0,00	
Organismes privés : Fondations et autres subventions	0,00	0,00	0,00	
Organismes privés : O.P.C.A. - Action permis Poids Lourds + FIMO	0,00	0,00	0,00	
<b>TOTAL SUBVENTIONS PARTENAIRES SOCIAUX</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
Accord National Interprofessionnel du 07 avril 2011 - Jeunes décrocheurs scolaires	9 000,00	96 707,94	102 062,27	-5,25%
<b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>	<b>800,00</b>	<b>2 200,00</b>	<b>800,00</b>	<b>175,00%</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>2 486,11</b>	<b>5 161,95</b>	<b>1 536,99</b>	<b>235,85%</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS (dont s/opération de gestion - Cession éléments d'actif)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
<b>REPRISE SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS</b>	<b>32 533,93</b>	<b>35 696,98</b>	<b>38 480,93</b>	<b>-7,23%</b>
<b>TRANSFERT DE CHARGES</b>	<b>1 750,00</b>	<b>6 849,06</b>	<b>7 488,51</b>	<b>-8,54%</b>
Produits des contrats aidés (rémunération de l'A.S.P. et de la S.N.C. : CUI-CAE, Emploi d'avenir, ...)	30 783,93	28 847,92	30 992,42	-6,92%
Autres transferts de charges (remboursement : Charges, frais de formations, assurances)	1 765 965,98	1 864 930,52	1 870 583,59	-0,30%
<b>TOTAL DES COMPTES DE PRODUITS</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	
Report des ressources non utilisées des exercices antérieures + Enveloppes financières année N+1	0,00	433,06	0,00	
<b>DEFICIT DE L' EXERCICE</b>	<b>0,00</b>	<b>433,06</b>	<b>0,00</b>	

COMPTE DE RÉSULTAT**Finances - Comptes de Charges**

Antibes

	Exercice 2019 BP Projet	Exercice 2018 projection	Exercice 2018 BP validé par l'A.G.	Ex.2018 △ en %
<b>Comptes de Charges</b>				
<b>EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>	<b>71 880,00</b>	<b>83 528,18</b>	<b>83 528,18</b>	<b>0,00%</b>
Mise à disposition gratuite de personnel	20 930,00	32 578,18	32 578,18	0,00%
Etat	0,00	0,00	0,00	
Etablissements publics nationaux (Pôle Emploi,...)	0,00	0,00	0,00	
Conseil Régional	0,00	0,00	0,00	
Conseil Départemental	0,00	0,00	0,00	
Communes	0,00	0,00	0,00	
Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)	20 930,00	20 930,00	20 930,00	0,00%
Autres établissements publics locaux	0,00	0,00	0,00	
Autres : Fondation Orange	0,00	11 648,18	11 648,18	0,00%
Mise à dispo. gratuite de biens et services	50 950,00	50 950,00	50 950,00	0,00%
Etat	0,00	0,00	0,00	
Etablissements publics nationaux (Pôle Emploi,...)	0,00	0,00	0,00	
Conseil Régional	0,00	0,00	0,00	
Conseil Départemental	0,00	0,00	0,00	
Communes	50 950,00	50 950,00	50 950,00	0,00%
Etablissements publics de coopération intercommunale (EPCI)	0,00	0,00	0,00	
Autres établissements publics locaux	0,00	0,00	0,00	
Autres	0,00	0,00	0,00	
<b>TOTAL DES COMPTES DE CHARGES - CLASSE 6 &amp; 8</b>	<b>1 837 845,98</b>	<b>1 948 891,76</b>	<b>1 954 111,77</b>	<b>-0,27%</b>
<b>FONDS GERES POUR COMPTE D'AUTRUI (FAJ, FIPJ, Aide Mobilité, ...)</b>	<b>45 500,00</b>	<b>48 454,36</b>	<b>45 500,00</b>	<b>6,49%</b>
TOTAL Conventionnements de l'année (FAJ, Aide Mobilité)	45 500,00	48 454,36	45 500,00	6,49%
Dont FAJ	45 500,00	45 500,00	45 500,00	0,00%
Dont FIPJ	0,00	0,00	0,00	
Dont Crédit Mobilité	0,00	2 954,36	0,00	
<b>TOTAL DES COMPTES DE CHARGES - CLASSE 6 &amp; 8 et fonds gérés pour compte d'autrui</b>	<b>1 883 345,98</b>	<b>1 997 346,12</b>	<b>1 999 611,77</b>	<b>-0,11%</b>

Antibes, le 12/12/2018

La Présidente,

Michelle SALUCKI





## CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION REFLETS

### Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

**ET,**

L'association dénommée REFLETS régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but la promotion de la formation comme moyen d'un développement concerté de l'individu et du citoyen, dont le siège social est situé 2, place De Gaulle – 06800 CAGNES SUR MER, représentée par Patrick BOERO agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **REFLETS**,

### EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, REFLETS exerce notamment une mission d'insertion sociale et professionnelle relative à l'exercice de cette compétence.

Dans ce cadre, il est prévu que l'association REFLETS intervienne avec une action d'accompagnement à la mobilité, par le biais de son dispositif Mobilis 06.

La C.A.S.A. dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 avril 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, REFLETS s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, son dispositif Mobilis 06, qui est une plateforme d'accompagnement à la mobilité au profit de 100 bénéficiaires.

L'objectif principal est de favoriser la mobilité autonome des publics en démarche d'insertion professionnelle. C'est un outil complémentaire à disposition des référents conseillers et accompagnateurs sociaux dans le montage du parcours d'insertion professionnelle des publics dont ils ont la charge, par le biais de différentes étapes :

- Pour 50 personnes, l'accueil, l'information et l'accompagnement ; l'évaluation individuelle de mobilité et l'orientation vers le dispositif le plus adapté aux caractéristiques du public ; la formation à la mobilité préalable à l'autonomie, et ceci, à partir de modules portant sur l'accès à des événements (Forum emploi, découverte des métiers etc...), l'organisation d'ateliers spécifiques liés aux difficultés des publics.

En outre la CASA pourra s'appuyer sur la plateforme Mobilis 06 pour permettre à toute personne positionnée sur une action d'insertion sociale et professionnelle d'acquérir les prérequis à une mobilité autonome.

- Pour 30 personnes, proposer un apprentissage individualisé renforcé au code de la route et à la conduite de véhicule aboutissant au passage du BSR et/ou du permis B.

- Pour 20 personnes, la mise à disposition de véhicules si besoin (scooter ou voiture).

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement REFLETS pour la réalisation de ces objectifs.

### **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire. Elle est conclue pour l'année 2019.

**En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

### **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 150 642 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

REFLETS reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 25 200 €.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention. La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRE ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan intermédiaire et un bilan annuel de l'action subventionnée.

##### **6.1 Bilan intermédiaire**

➤ REFLETS s'engage à fournir un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif intermédiaire de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Les différentes formes de travail en collaboration avec les partenaires sur le territoire (information collective, participation à des actions communes, mutualisation des outils et savoir-faire autour de projet...);
- Le détail des typologies des publics accueillis sur la plateforme (âge, statut sur le marché de l'emploi, niveau scolaire, prescripteurs...);
- La modification des comportements avec l'accompagnement psychologique proposé sur la mesure auto-école sociale ;
- Le détail par communes et par quartiers prioritaires des demandeurs d'emploi accueillis ;
- Le nombre de demandeurs d'emploi accueillis sur les mesures (avec précision pour les demandeurs d'emploi 16-25 ans reçus par la Mission Locale et/ou l'équipe de prévention de la CASA et les orientations par les référents P.L.I.E.) ;
- Le nombre de codes, permis B et BSR obtenus ;
- Le nombre de présentations à l'examen.

➤ La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : le bilan sera examiné dans le cadre d'un comité de suivi organisé par REFLETS et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

##### **6.2 Bilan final–Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par REFLETS.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

➤ REFLETS devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

REFLETS s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association REFLETS remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et comptes de résultats ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2020.
- Si l'association REFLETS est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association REFLETS, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

REFLETS s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.



**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : LITIGES**

REFLETS et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

#### **ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE**

Les services de la direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association REFLETS s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le  
En deux exemplaires

Pour l'Association REFLETS,  
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville

Patrick BOREO

Michelle SALUCKI

# REFLETS - Mobilis

## 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2019

CHARGES	MONTANT [1]	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	8 093 €	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	32 842 €
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	7 343 €	74- Subventions d'exploitation[2]	117 800 €
Autres fournitures	750 €	Contrat de ville	3 000 €
61 - Services extérieurs	29 804 €	Politique de la ville QPV Vallauris	
Locations	15 223 €	Droit commun :	
Entretien et réparation	3 867 €	Etat :	
Assurance	10 714 €	-	
Documentation	- €	Région(s) : PACA	8 000 €
62 - Autres services extérieurs	16 017 €	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	14 468 €	Département(s) : Alpes Maritimes	15 000 €
Publicité, publication		-	
Déplacements, missions	1 549 €	Intercommunalité(s) : EPCI[3]	25 200 €
Services bancaires, autres		-Agglomération Sophia Antipolis	
63 - Impôts et taxes	109 €	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	109 €	-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
64- Charges de personnel	94 846 €	- CAF	
		Fonds européens : DIRECCTE Marseille	66 600 €
Rémunération des personnels,	69 199 €	L'agence de services et de paiement	
Charges sociales,	25 647 €	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel		Autres privées	
65- Autres charges de gestion courante		75 - Autres produits de gestion courante	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels	
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements	1 773 €	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	150 642 €	TOTAL DES PRODUITS	150 642 €
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES[4]			
86- Emplois des contributions volontaires		87 - Contributions volontaires en nature	
TOTAL	150 642 €	TOTAL	150 642 €



## **CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION C.M.I.E.U.**

### **Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019,

Ci-après désignée **C.A.S.A.,**

**ET,**

L'association dénommée Chantier Mobile d'Insertion par l'Ecologie Urbaine (C.M.I.E.U.) régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour objet « l'étude, l'expérimentation et la mise en place d'actions d'insertion ou de formations liées à l'écologie urbaine ou péri urbaine et à la sauvegarde de l'environnement susceptible de favoriser l'insertion sociale et professionnelle », dont le siège social est situé 1 rue Louis Funel – 06560 VALBONNE, représentée par Monsieur Hervé MACHET agissant en lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **C.M.I.E.U.,**

### **EXPOSE :**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, C.M.I.E.U. exerce notamment une mission d'insertion par l'économique.

Dans ce cadre, il est prévu de mettre en œuvre un chantier d'insertion « Espaces verts et forestiers».

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 avril 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION.**

Par la présente convention, C.M.I.E.U. s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'insertion par l'économie par la mise en œuvre d'un chantier d'insertion « Espaces verts et forestiers ».

Ce chantier se déroule en partenariat étroit avec l'équipe de prévention communautaire, le P.L.I.E., la Mission Locale Antipolis, les référents emploi des territoires concernés, les travailleurs sociaux des Centres Communaux d'Action Sociale (CCAS) et des Maisons des Solidarités Départementales (MSD) ainsi que les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation pour 11, 15 ETP soit 15 salariés en insertion (demandeurs d'emploi longue durée, allocataires du RSA, jeunes suivis par la Mission Locale Antipolis ou les éducateurs de prévention et personnes sous-main de justice).

Les objectifs poursuivis par le chantier sont les suivants :

- Permettre au public ciblé de bénéficier d'une période d'activité s'inscrivant dans un parcours d'insertion sociale et professionnelle ;
- Permettre l'accompagnement des bénéficiaires sur leurs problématiques sociales (remobilisation et resocialisation, santé, mobilité, logement...), afin de réduire ces freins limitant la réussite d'un parcours d'insertion professionnelle ;
- Acquérir une régularité de travail, apprendre à respecter les consignes, les techniques, les mesures de sécurité et les délais d'exécution ;
- Découvrir et apprendre les techniques d'entretien des espaces verts et de valorisation de l'environnement ;
- Proposer une valorisation du patrimoine communautaire.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement l'association C.M.I.E.U. pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2019.

**En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 547 176 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.



#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

C.M.I.E.U. reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 55 800 €.

La subvention sera versée en deux fois : 50 % à compter de la date d'exécution de la présente convention et 50 % si les conditions prévues aux articles 5 et 6 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION**

➤ C.M.I.E.U. s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans de l'action subventionnée.

##### **6.1 Bilan intermédiaire**

C.M.I.E.U s'engage à fournir un bilan quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Le nombre de personnes en contrat chaque mois ;
- La typologie des personnes accueillies et accompagnées ;
- Les avancées qualitatives sur les freins réalisés avec chaque personne nommément ;
- Les poursuites de parcours et les entrées en formation ou emploi ;
- Le niveau de qualification des encadrants ;
- Le taux d'encadrement des stagiaires.

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante :

Le bilan sera examiné dans le cadre d'un comité de suivi organisé par C.M.I.E.U et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ L'association invitera la C.A.S.A à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

##### **6.2 Bilan final**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par C.M.I.E.U.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

C.M.I.E.U. s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association C.M.I.E.U. remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2020.

- Si l'association C.M.I.E.U. est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

- C.M.I.E.U. devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association C.M.I.E.U. et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

C.M.I.E.U. s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'Association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celle mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : LITIGES**

C.M.I.E.U. et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

#### **ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE**

Les services de la direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association C.M.I.E.U. s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le  
En deux exemplaires

Pour l'Association C.M.I.E.U. ,  
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville

Hervé MACHET

Michelle SALUCKI

# CMIEV

## 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2018

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>	<b>30800</b>	<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	<b>187220</b>
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	21560	<b>74- Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>	<b>341036</b>
Autres fournitures	9240	Contrat de ville	
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>42636</b>		
Locations	11000	Droit commun :	
Entretien et réparation	13508	Etat :	11000
Assurance	4840	-	
Documentation Formation	13288	Région(s) :	20862
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>14520</b>	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	8800	Département(s) :	45816
Publicité, publication	440	-	
Déplacements, missions	1584	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>	62000
Services bancaires, autres	3696	-	
<b>63 - Impôts et taxes</b>		Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>439860</b>	- CAF	
Rémunération des permanents	149600	Fonds européens	
Rémunération des salariés en insertion	181974	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	201358
Charges sociales,	89366	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	18920	Autres privées	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>	<b>3520</b>	<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>66- Charges financières</b>		opca	5280
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>	<b>15840</b>	<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	<b>13640</b>
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>		<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>13</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>547176</b>	<b>TOTAL</b>	<b>547176</b>

<sup>10</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>12</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE  
AVEC L'ASSOCIATION EMPLOIS & SERVICES 06 –  
ASSOCIATION INTERMEDIAIRE**

**Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

**ET,**

L'association dénommée EMPLOIS & SERVICES 06 régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'aider à la recherche d'emploi toute personne en difficulté de réinsertion, dont le siège social est situé 7 Place Amiral Barnaud – 06600 ANTIBES, représentée par Max FERRO agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **EMPLOIS & SERVICES 06**,

**EXPOSE :**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, EMPLOIS & SERVICES 06 exerce notamment une mission relative à :

- L'aide à la recherche d'emploi pour des personnes éprouvant des difficultés de réinsertion,
- L'embauche de personnes dépourvues d'emploi pour les mettre à la disposition de donneurs d'ordre,
- La recherche et l'expérimentation d'initiatives susceptibles de créer des emplois,
- Le développement de toutes actions favorisant la réussite de l'insertion sociale et professionnelle.

Dans ce cadre, il est prévu des actions par le biais de l'association Intermédiaire.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 avril 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'insertion socio professionnelle des personnes fragilisées ou en rupture sur le territoire de la CASA.

Le principal objectif d'EMPLOIS & SERVICES 06 est de permettre à ce public d'accéder à un emploi, de le soutenir dans un projet d'insertion grâce à l'association intermédiaire, un outil de l'insertion par l'activité économique.

L'association intermédiaire a pour objet d'accueillir, d'accompagner et de mettre à disposition à titre onéreux, des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles. Ainsi, des contrats de mises à disposition dans le secteur marchand et non-marchand sont proposés aux personnes sans emploi et en grande difficulté, assortis d'un accompagnement socioprofessionnel vers l'emploi durable.

Cet accompagnement consiste en des entretiens individuels hebdomadaires ou bimensuels réalisés par un référent socioprofessionnel.

L'association intermédiaire animera également des actions collectives, regroupant au maximum 6 personnes, permettant des mises en situation relevant les potentiels de chacun, facilitant une juste affirmation de soi et dédramatisant les situations de présentation de soi et de sa candidature. Ces actions collectives consistent en divers ateliers : « dynamique ou de coaching », « expression des pratiques », « recherche emploi », « informatique » et « français ».

Enfin, il est prévu une permanence d'accueil à l'Espace de Vie Sociale de Vallauris (une demi-journée par semaine).

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement EMPLOIS & SERVICES 06 pour la réalisation de ces objectifs.

#### **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2019.

**En cas de non-réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

#### **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 280 690 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.



Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

EMPLOIS & SERVICES 06 reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 10 000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co- financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

##### **6.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires**

EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à fournir tous les six mois, et ce jusqu'au terme de la convention, un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes accueillies ;
- Nombre de personnes mises en situation de travail ;
- Nombre de personnes issues des quartiers prioritaires ;
- Caractéristiques sociologiques ;
- Résultats d'insertion socioprofessionnelle ;
- Répartitions (CDI, CDD, contrats aidés, formations, intérim, missions IAE, créations d'entreprise) ;
- Nature de l'insertion sociale (accès à un hébergement, logement, accès aux droits santé, résolution de contentieux justice, resocialisation, ...) ;
- Nombre d'insertions sociales.

La C.A.S.A procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'un comité de suivi organisé par l'association et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

## **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par EMPLOIS & SERVICES 06.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association EMPLOIS & SERVICES 06 remettra chaque année à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2020.
- Si l'association EMPLOIS & SERVICES 06 est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ EMPLOIS & SERVICES 06 devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association EMPLOIS & SERVICES 06, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : LITIGES**

EMPLOIS & SERVICES 06 et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

#### **ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE**

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le  
En deux exemplaires

Pour l'Association,  
EMPLOIS & SERVICES 06,  
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville

Max FERRO

Michelle SALUCKI

# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2019

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>	<b>5 550</b>	<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	<b>236 461</b>
Achats stockés	2 300	013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	900	<b>74- Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>	<b>44 229</b>
Autres fournitures	2 350	Contrat de ville Vallauris	5 000
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>22 100</b>	CGET DDCS TFPB	4 000
Locations	16 000	Droit commun :	
Entretien et réparation	4 700	Etat : DIRECCTE UD06	9 429
Assurance	1 000	-	
Documentation	400	Région(s) :	
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>20 097</b>	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	10 700	Département(s) : BRSA sortie emploi	3 000
Publicité, publication	1 000	-	
Déplacements, missions	3 300	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup> CASA	10 000
Services bancaires, autres	5 097	-CASA CGET TFPB	1 500
<b>63 - Impôts et taxes</b>		Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>227 943</b>	- Bailleurs TFPB	10 000
		Fonds européens SEVE	800
Rémunération des personnels ES06	70 533	L'ASP aide PME	500
Rémunération CDDU	155 430	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel AMETRA	1 980	Autres privées	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 - Autres produits de gestion courante</b>	
<b>66- Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>77 - Produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>	<b>5 000</b>	<b>78 - Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>280 690</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>280 690</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>13</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>280 690</b>	<b>TOTAL</b>	<b>280 690</b>

<sup>10</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>12</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit à minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.



## CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION EMPLOIS & SERVICES 06 CHANTIER D'INSERTION

### Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

**ET,**

L'association dénommée EMPLOIS & SERVICES 06 régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but d'aider à la recherche d'emploi toute personne en difficulté de réinsertion, dont le siège social est situé 7 Place Amiral Barnaud – 06600 ANTIBES, représentée par Max FERRO agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **EMPLOIS & SERVICES 06**,

### EXPOSE :

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, EMPLOIS & SERVICES 06 exerce notamment une mission relative à :

- L'aide à la recherche d'emploi pour des personnes éprouvant des difficultés de réinsertion,
- L'embauche de personnes dépourvues d'emploi pour les mettre à la disposition de donneurs d'ordre,
- La recherche et l'expérimentation d'initiatives susceptibles de créer des emplois,
- Le développement de toutes actions favorisant la réussite de l'insertion sociale et professionnelle.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 avril 2019.



Il est convenu et arrêté ce qui suit :

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'insertion par l'activité économique par la mise en œuvre d'un chantier d'insertion « Agents d'entretien polyvalents » sur la commune de Vallauris.

Ce chantier se déroule en partenariat étroit avec l'équipe de prévention communautaire, le P.L.I.E., la Mission Locale Antipolis, les référents emploi des territoires concernés et les travailleurs sociaux des C.C.A.S. et des MSD ainsi que les Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation pour douze bénéficiaires (demandeurs d'emploi longue durée, allocataires du RSA, jeunes suivis par la MLA ou les éducateurs de prévention et personnes sous-main de justice) issus des communes de la C.A.S.A.

Il s'agit d'assurer un accompagnement socioprofessionnel personnalisé en s'appuyant sur des formations et des mises en situation concrètes de travail.

Dans le cadre du renouvellement de cette action, les principaux objectifs fixés à l'association EMPLOIS & SERVICES 06 sont les suivants :

- Consolider et développer sur le territoire de la C.A.S.A. une offre d'insertion à destination des demandeurs d'emploi en difficulté d'insertion,
- Maintenir une activité économique support d'un accompagnement vers un emploi durable,
- Développer l'employabilité par la mise en situation professionnelle et la formation visant l'acquisition de compétences techniques et psychosociales,
- Sensibiliser les équipes au respect de l'environnement et aux impératifs d'un développement durable,
- Faire la promotion de la citoyenneté.

Le chantier d'insertion est prévu pour 9 ETP soit 12 salariés en insertion.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement EMPLOIS & SERVICES 06 pour la réalisation de ces objectifs.

### **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2019.

**En cas de non-réalisation dans ce délai, la C.A.S.A. se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la C.A.S.A. tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

### **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 494 045 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

EMPLOIS & SERVICES 06 reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 45 000 €.

La subvention sera versée en deux fois : 50 % à compter de la date d'exécution de la présente convention et 50 % si les conditions prévues aux articles 5 et 6 sont respectées et au regard des objectifs réalisés.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

##### **6.1 Bilans semestriels-Evaluations intermédiaires**

EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes en CDI accueillies ;
- Nombre de personnes issues des quartiers prioritaires ;
- Caractéristiques sociologiques ;
- Résultats d'insertion socioprofessionnelle ;
- Répartitions (CDI, CDD, contrats aidés, formations, intérim, missions IAE, créations d'entreprise) ;
- Nombre d'étapes significatives franchies sur le volet social (accès à un logement durable, adhésion à des soins, accès à une reconnaissance RQTH...) ;
- Niveau de qualification des encadrants ;
- Taux d'encadrement des stagiaires.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'un comité de suivi organisé par l'association et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

## **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par EMPLOIS & SERVICES 06.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association EMPLOIS & SERVICES 06 remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2020.
- Si l'association EMPLOIS & SERVICES 06 est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association EMPLOIS & SERVICES 06, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : LITIGES**

EMPLOIS & SERVICES 06 et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

#### **ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE**

Les services de la direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association EMPLOIS & SERVICES 06 s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel.

Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le  
En deux exemplaires

Pour l'Association EMPLOIS & SERVICES 06,  
Le Président

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville

Max FERRO

Michelle SALUCKI

# Emplois et services 06 - Chartre insertion

## 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2019

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>	<b>25 300</b>	<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	<b>211 173</b>
Achats non stockés	11 900	013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	11 500	<b>74- Subventions d'exploitation<sup>11</sup></b>	<b>282 872</b>
Autres fournitures	1 900	DDCS CGET TFPB	4 000
<b>61 - Services extérieurs</b>	<b>55 550</b>		
Sous-Traitance	10 000		
Locations immobilières + charges	11 800	Droit commun :	
Locations mobilières	25 000		
Entretien et réparation	5 000	Etat : DIRECCTE UD06	135 905
Assurance	2 800	- FIPD	3 000
Documentation	950	Région(s) :	20 000
<b>62 - Autres services extérieurs</b>	<b>35 800</b>	-	23 271
Rémunérations intermédiaires et honoraires	18 500	Département(s) :	29 744
Publicité, publication	1 000	-	
Déplacements, missions	8 300	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>	45 000
Services bancaires, autres	8 000	CGET DDCS CASA	1 500
<b>63 - Impôts et taxes</b>		Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes		Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>362 395</b>	- Bailleurs TFPB	10 000
Rémunération personnel CDI	165 521	Fonds européens SEVE	800
Rémunération personnel CDDi	178 874	L'ASP – Aide aux PME	500
Charges sociales,		Autres établissements publics - SPIP	9 152
Autres charges de personnel	18 000	Autres privées	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>		<b>75 – Autres produits de gestion courante</b>	
<b>66- Charges financières</b>		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>		<b>77 – Produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>	<b>15 000</b>	<b>78 – Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>494 045</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>494 045</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>13</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>		<b>87 - Contributions volontaires en nature</b>	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>494 045</b>	<b>TOTAL</b>	<b>494 045</b>

<sup>10</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>12</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.





## **CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE AVEC L'ASSOCIATION AVIE – ASSOCIATION INTERMEDIAIRE**

### **Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

**ET,**

L'association dénommée Association Valbonnaise pour l'Insertion par l'Economie (A.V.I.E.) régie par la Loi du 1er juillet 1901, ayant pour but de mettre en œuvre toute action d'insertion des personnes en difficultés, dont le siège social est situé 4 rue Louis Funel – 06902 VALBONNE SOPHIA ANTIPOLIS, représentée par Jean HUGON agissant au lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **AVIE**,

### **EXPOSE :**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, AVIE exerce notamment une mission relative à :

- La satisfaction des besoins d'éducation, d'insertion, de formation, des personnes en difficultés,
- L'accompagnement par une assistance technique et experte, tout porteur de projet relevant d'une démarche d'insertion par l'économie,
- La gestion d'un fonds de développement local.

Dans ce cadre, il est prévu des actions par le biais de l'association Intermédiaire.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 avril 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, AVIE s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'insertion socioprofessionnelle des personnes fragilisées ou en rupture sur le territoire de la CASA.

Le principal objectif d'AVIE est de permettre à ce public d'accéder à un emploi, de le soutenir dans un projet d'insertion grâce à l'association intermédiaire, un outil de l'insertion par l'activité économique.

L'association intermédiaire a pour objet d'accueillir, d'accompagner et de mettre à disposition, à titre onéreux, des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles. Ainsi, des contrats de mises à disposition dans le secteur marchand et non-marchand sont proposés aux personnes sans emploi et en grande difficulté, assortis d'un accompagnement socioprofessionnel vers l'emploi durable.

L'association intermédiaire animera également des actions collectives et des diagnostics individuels, vérifiant l'éligibilité de la personne à intégrer l'association intermédiaire. Aussi, la formation des salariés en insertion permettra une montée en compétences aux gestes et postures, par le biais d'ateliers d'initiation à l'entretien des entreprises.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement AVIE pour la réalisation de ces objectifs.

#### **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2019.

**En cas de non-réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires**

#### **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à : 322 529 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

AVIE reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

## **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 7 500 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co- financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

## **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ L'association s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

### **6.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires**

AVIE s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Nombre de personnes accueillies ;
- Nombre de personnes mises à disposition ;
- Nombre d'heures de mise à disposition réalisées;
- Caractéristiques sociologiques ;
- Résultats d'insertion socioprofessionnelle ;
- Répartitions (CDI, CDD, contrats aidés, formations, intérim, missions IAE, créations d'entreprise) ;

La C.A.S.A procèdera, conjointement avec l'association, à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'un comité de suivi organisé par l'association et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

### **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par AVIE.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de la participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

AVIE s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, l'association AVIE remettra chaque année à la CASA ses bilan et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2020.
- Si l'association AVIE est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ AVIE devra mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'Association AVIE, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

## **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

AVIE s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la CASA pourra exiger le reversement des sommes.**

## **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : LITIGES**

AVIE et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

#### **ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE**

Les services de la Direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association AVIE s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le  
En deux exemplaires

Pour l'Association AVIE,  
  
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- présidente déléguée à la Politique de la Ville

Jean HUGON

Michelle SALUCKI



## 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

ANNEXE 3.2.			
BUDGET PREVISIONNEL DE L'ACTION D'INSERTION			
Date de début 01/01/2019- date de fin 31/12/2019			
CHARGES	AI 2019	PRODUITS	AI 2019
	MONTANTS(1)		MONTANTS(1)
<b>60 - ACHATS</b>	<b>8 421 €</b>	<b>64 - CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>287 280 €</b>
Carburant	1 476 €	Chiffre d'affaires AI	287 280 €
Eau - EDF	3 492 €		
Petit equipt/Fourn Ent	634 €	<b>74 - SUBVENTIONS</b>	<b>23 229 €</b>
Fourn Adm - photocopies	2 649 €	Unité territoriale 06 DIRECCTE PACA	
Fournitures Générales	170 €	Accompagnement AI	12 729 €
<b>61 - SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>21 084 €</b>		
Loc Immobilières	11 579 €	INTERCOMMUNALITE (EPCI) CASA	10 500 €
Loc Mob	3 492 €		
Entretien et réparations	1 808 €		
Maintenance informatique téléphonie	1 954 €	<b>75 - AUTRES PRODUITS</b>	<b>0 €</b>
Assurances	2 251 €	Fonds propres	
Doc générale	0 €		
<b>62 - AUTRES SERVICES EXTERIEURS</b>	<b>12 846 €</b>	<b>76 - PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>0 €</b>
Honoraires	2 211 €		
Voyages et déplacements	1 928 €	<b>78 - REP AMORT ET DOT</b>	
Telecom/ Frais postaux/Internet	7 328 €	Rep prov deprec creance	
Publicité	432 €		
Réception	227 €	<b>79- TRANSFERTS CHARG EXPLOIT...</b>	<b>12 020 €</b>
Frais divers (Cesu, Maif échéance, TR, frais bancaire, prestation REFLETS, plan de formation)	720 €	Transf charg exploitation	12 020 €
<b>63 - IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES</b>	<b>1 000 €</b>		
Taxe Foncière	1 000 €		
<b>64 - CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>275 513 €</b>		
Salaires Permanents	53 722 €		
Charges Salaire permanents	21 005 €		
Salaires personnes en insertion	174 641 €		
Charges Salaire personnes en insertion	26 145 €		
<b>65 - AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>	<b>0 €</b>		
Perte sur créances exercice			
Taxes sur salaires provision			
<b>66 - CHARGES FINANCIERES</b>	<b>0 €</b>		
<b>67 - CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>0 €</b>		
Pertes sur exercices antérieurs			
Pénalités et amendes			
<b>68 - DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, PROVISIONS ET ENGAGEMENT</b>	<b>3 665 €</b>		
Dot prov			
Dot Amort	3 665 €		
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>322 529 €</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>322 529 €</b>



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE  
AVEC L'ASSOCIATION LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE  
Chantier d'Insertion**

**Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

**ET,**

L'association dénommée LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE régie par la loi du 1er juillet 1901, ayant pour objet de développer des actions d'insertion par l'économique et formation, centrées sur des activités agricoles et/ou sur l'environnement, dont le siège social est situé 2530 route de Pégomas 06370 MOUANS SARTOUX, représentée par Monsieur Jean-Jacques COZZARI, agissant en lieu et place de l'association en sa qualité de Président, conformément aux statuts de l'association,

Ci-après désignée **LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE**,

**EXPOSE :**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE exercent notamment une mission d'insertion par l'économique.

Dans ce cadre, il est prévu de mettre en œuvre un chantier d'insertion à destination des publics en difficulté aux moyens d'activités agricoles en mode biologique.

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 avril 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

#### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION.**

Par la présente convention, LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE s'engagent à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'insertion par l'économie par la mise en œuvre d'un chantier d'insertion à destination des publics en difficulté, aux moyens d'activités agricoles en mode biologique.

Ce chantier se déroule en partenariat étroit avec l'équipe de prévention communautaire, le P.L.I.E., la Mission Locale Antipolis, les référents emploi des territoires concernés, les travailleurs sociaux des CCAS (demandeurs d'emploi longue durée, allocataires du RSA, jeunes suivis par la MLA, les éducateurs de prévention et les référents du PLIE) issus des communes de la CASA. La capacité du site de Peijan, lieu de réalisation de l'action, étant de 8,33 ETP, il s'agira de recruter 11 personnes (hommes et femmes) en file active soit une vingtaine de bénéficiaires sur 12 mois.

Les objectifs poursuivis par le chantier sont les suivants :

- Favoriser le retour à l'emploi et permettre l'accès à une autonomie sociale et professionnelle des personnes en difficulté, éligibles au contrat aidé dans le cadre d'un chantier d'insertion centré sur les activités maraîchères, oléicoles, horticoles et ovocoles en mode certifié « agriculture biologique ».

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs.

#### **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2019.

Durant cette période, l'association LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE s'engage à notifier à la C.A.S.A tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.

#### **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES COUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 314 072 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

L'association s'engage à mettre en place une comptabilité analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action.

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE reconnaissent avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

## **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 18 000 €.

Cette subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de l'association par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE pourront réaliser leur mission, selon les termes de cette convention, à condition que l'engagement des autres partenaires financeurs soit à hauteur du budget prévisionnel. Dans la mesure où les subventions sont inférieures au budget prévisionnel, la mission pourra être revue à la baisse après concertation avec la C.A.S.A.

## **ARTICLE 6 : MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION**

➤ LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE s'engagent à produire auprès de la C.A.S.A. des bilans de l'action subventionnée.

### **6.1 Bilan intermédiaire**

LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE s'engagent à fournir un bilan quantitatif et qualitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

Ces indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont :

- Le nombre de personnes recrutées ;
- La nature des sorties au terme de l'accompagnement ;
- Le niveau de qualification des encadrants ;
- Le taux d'encadrement des stagiaires.

La C.A.S.A. procèdera conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : le bilan sera examiné dans le cadre d'un Comité de suivi organisé par LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ L'association invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

### **6.2 Bilan final**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE.

L'évaluation des conditions de réalisation des projets et actions auxquels la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions

ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

#### **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE s'engagent :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Plus particulièrement, l'association LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE remettra chaque année à la C.A.S.A. ses bilans et compte de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert-comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.

- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2020.

- Si l'association LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

➤ LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE devront mentionner la participation de la C.A.S.A. dans tous les documents diffusés

#### **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par l'association LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE s'engagent à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, l'Association mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.



**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celle mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : LITIGES**

LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

#### **ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE**

Les services de la direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), l'association LES JARDINS DE LA VALLEE DE LA SIAGNE s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le  
En deux exemplaires

Pour l'Association LES JARDINS DE  
LA VALLEE DE LA SIAGNE,  
Le Président,

Pour la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- présidente déléguée à la Politique de la Ville,

Jean-Jacques COZZANI

Michelle SALUCKI

# JVS

## 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2019

CHARGES	MONTANT 10	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
60 – Achats	13 726	70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	45 610
Prestations de services		013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	7 421	74- Subventions d'exploitation <sup>11</sup>	265 462
Autres fournitures	6 305	Contrat de ville	
61 - Services extérieurs	5 416		
Locations	3 266	Droit commun :	
Entretien et réparation	1 251	Etat :	9 056
Assurance	899	-	
Documentation		Région(s) :	16 000
62 - Autres services extérieurs	5 961	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	3 554	Département(s) : Aide aux postes	29 953
Publicité, publication		- Fonctionnement ACI	22 708
Déplacements, missions	1 171	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>12</sup>	
Services bancaires, autres	1 236	- CASA	18 000
63 - Impôts et taxes	405	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,		-	
Autres impôts et taxes	405	Organismes sociaux (détailler) :	
64- Charges de personnel	284 388	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels	57 743	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	169 017
Rémunération des personnels CDDI	179 760	Autres établissements publics	
Charges sociales,	23 484		
Charges sociales, CDDI	23 401	Autres privées Réseau Cocagne	1 220
Autres charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	2 508
65- Autres charges de gestion courante		FAFSEA	
66- Charges financières		Dont cotisations, dons manuels ou legs	
67- Charges exceptionnelles		77 - Produits exceptionnels	
68- Dotation aux amortissements	4 581	78 - Reprises sur amortissements et provisions	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES	314 072	TOTAL DES PRODUITS	314 072
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>13</sup>			
86- Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature	
Personnel bénévole		Dons en nature	
TOTAL	314 072	TOTAL	314 072

<sup>10</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>11</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>12</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>13</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.



**CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE  
AVEC LA SOCIETE COOPERATIVE ALTER EGAUX  
Action « Parcours vers l'Emploi pour les Personnes en Situation d'Insertion »**

**Entre les soussignés :**

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, ayant son siège social à la Mairie d'Antibes, B.P. 2205 - 06606 ANTIBES représentée par Madame Michelle SALUCKI agissant au lieu et place de la Communauté en sa qualité de Vice-présidente déléguée à la Politique de la Ville conformément à la délibération du Bureau Communautaire du 20 mai 2019,

Ci-après désignée **C.A.S.A.**,

**ET,**

La société coopérative dénommée ALTER EGAUX régie par Loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947, ayant pour objet d'accompagner les organisations dans la mise en place de l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, dont le siège social est situé 124 chemin du Prignon – 06530 SAINT-CEZAIRE, représentée par Madame Anne Gaël BAUCHET agissant au lieu et place de la coopérative en sa qualité de gérante, conformément aux statuts de la coopérative,

Ci-après désignée **ALTER EGAUX**,

**EXPOSE :**

Par délibération en date du 24 novembre 2003, le Conseil Communautaire de la C.A.S.A. a approuvé dans la définition de l'intérêt communautaire, la compétence de la Politique de la Ville.

Conformément à ses statuts, ALTER EGAUX exerce notamment une mission de promotion de l'égalité professionnelle hommes/femmes, de sensibilisation lors des processus d'orientation, de représentations liées aux métiers et aux stéréotypes.

Dans ce cadre, il est prévu de mettre en œuvre un Parcours vers l'Emploi pour les Personnes en Situation d'Insertion (PEPSI).

La C.A.S.A., dans le cadre des compétences qui lui ont été transférées, souhaite soutenir cette action.

L'action ci-dessus indiquée a reçu un avis favorable de la Commission Politique de la Ville du 03 avril 2019.

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par la présente convention, ALTER EGAUX s'engage à mettre en œuvre, en référence aux orientations de politique publique mentionnées en préambule, une mission d'insertion socioprofessionnelle des personnes en situation d'insertion sur le territoire de la CASA.

L'action a pour objet de lever les freins sociaux, psychologiques et culturels à l'emploi, de sensibiliser le public-cible à la mixité des métiers et à une compréhension des mécanismes de transfert des compétences. Plus généralement, il s'agit d'accompagner les publics les plus éloignés de l'emploi vers des perspectives d'insertions professionnelles : formation, intermédiaires de l'emploi de droit commun, emploi.

Cette action se déroulera sur le territoire prioritaire de Vallauris.

Dans le cadre de cette action, les principaux objectifs fixés à ALTER EGAUX sont les suivants :

- Faire évoluer la perception et l'image de soi ;
- Travailler la mobilité pour rendre le territoire accessible ;
- Exercer une citoyenneté inclusive : mieux comprendre le fonctionnement de la société, les codes comportementaux attendus, les temps forts et les enjeux citoyens ;
- Devenir autonome dans la gestion du quotidien quelle que soit la situation ;
- Elargir les découvertes métiers et les projections personnelles ;
- Rencontrer des professionnels exerçant des métiers différents, participer aux forums de l'emploi, découvrir les activités des chantiers d'insertion ... ;
- Comprendre le transfert de compétences ;
- Construire sa carte de compétences, savoir-faire, savoir-être ;
- Elaborer son projet et rejoindre les dispositifs existants.

En contrepartie, la C.A.S.A. s'engage à soutenir financièrement ALTER EGAUX pour la réalisation de ces objectifs.

## **ARTICLE 2 : DUREE**

La présente convention entre en vigueur une fois signée et revêtue de son caractère exécutoire.

Elle est conclue pour l'année 2019.

**En cas de non-réalisation dans ce délai, la CASA se réserve le droit de demander le remboursement de tout ou partie de la subvention.**

**Durant cette période, l'association s'engage à notifier à la CASA tout retard pris dans l'exécution, toute modification des conditions d'exécution, de ses statuts ou de ses coordonnées bancaires.**

## **ARTICLE 3 : DETERMINATION DES CÔUTS DE L'ACTION**

Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 25 000 € conformément au budget prévisionnel figurant en annexe.

**L'association s'engage à mettre en place une comptabilité de type analytique lui permettant d'enregistrer précisément les dépenses directes et indirectes de l'action financée.**

Les coûts totaux estimés annuels prennent en compte toutes les charges ainsi que tous les produits affectés à l'action

#### **ARTICLE 4 : ASSURANCE**

ALTER EGAUX reconnaît avoir souscrit une police d'assurance intégrant la responsabilité civile et les risques couvrant l'exercice de ses activités. Une copie doit être transmise sans délai à la C.A.S.A.

#### **ARTICLE 5 : MONTANT DE LA SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le montant de la subvention annuelle attribuée par la C.A.S.A. est de 8 000 €.

La subvention sera versée en une fois à compter de la date d'exécution de la présente convention.

La subvention sera créditée au compte de la coopérative par mandat administratif.

Cette action fait l'objet de co-financements sur les bases des budgets prévisionnels présentés dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

#### **ARTICLE 6 : MODALITES DE SUIVI DE LA CONVENTION – EVALUATIONS INTERMEDIAIRES ET FINALE**

➤ La coopérative s'engage à produire auprès de la C.A.S.A. un bilan annuel de l'action subventionnée.

##### **6.1 Bilans semestriels–Evaluations intermédiaires**

ALTER EGAUX s'engage à fournir tous les six mois et ce jusqu'au terme de la convention un bilan d'ensemble qualitatif et quantitatif de la mise en œuvre de l'action à partir des indicateurs quantitatifs et qualitatifs définis dans le Dossier Unique de Demande de Subvention.

L'évaluation est réalisée selon les principes du Suivi et Evaluation participatifs c'est-à-dire que les acteurs des processus (à savoir les bénéficiaires) sont placés au centre du dispositif d'évaluation.

Les indicateurs quantitatifs et qualitatifs sont définis par objectif :

Objectifs principaux déclinés	Objectifs opérationnels	Validation
① Lever les freins sociaux, psychologiques et culturels à l'emploi	<ul style="list-style-type: none"><li>- Faire évoluer la perception et l'image de soi</li><li>- Travailler la mobilité pour rendre le territoire accessible</li><li>- Exercer une citoyenneté inclusive</li><li>- Devenir autonome dans la gestion du quotidien quelle que soit la situation</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Au long cours</li><li>- Séance d'application avec les ateliers hors les murs</li><li>- Conseil Citoyen</li><li>- Auto-évaluation et retour des structures de proximité</li></ul>
② Sensibiliser à la mixité des métiers et à une compréhension des mécanismes de transfert des compétences	<ul style="list-style-type: none"><li>- Elargir les découvertes métiers et les projections personnelles</li><li>- Rencontrer des professionnels exerçant des métiers différents, participer aux forums de l'emploi, découvrir les activités des chantiers d'insertion, etc ...</li><li>- Comprendre le transfert de compétences</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Objectifs de séances</li><li>- Nombre en fin d'année</li><li>- Validation par la référente</li></ul>
③ Construire un projet personnel à la fois singulier et en lien avec le territoire	<ul style="list-style-type: none"><li>- Construire sa carte de compétences, savoir-faire, savoir-être</li><li>- Elaborer son projet et rejoindre les dispositifs existants</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Objectif factuel : outil réalisé ou pas</li><li>- Voir § suivant</li></ul>



En terme de volumes et compte-tenu des spécificités des publics, il est attendu un seuil minimum de 30% de sorties positives (entrée en formation, prise en charge par les intermédiaires de l'emploi de droit commun, emploi direct...).

La C.A.S.A. procédera conjointement avec ALTER EGAUX à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action de la manière suivante : les bilans seront examinés dans le cadre d'un comité de suivi organisé par la coopérative et qui réunira à cette occasion l'ensemble des partenaires financiers.

➤ La coopérative invitera la C.A.S.A. à son Assemblée Générale (ordinaire et extraordinaire) et elle lui transmettra le compte-rendu des Assemblées ainsi que son rapport moral, d'activité et financier.

## **6.2 Bilan final –Evaluation définitive**

L'évaluation définitive sera exercée au vu du bilan final basé sur les mêmes indicateurs quantitatifs et qualitatifs fournis par ALTER EGAUX.

L'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle la C.A.S.A. a apporté son concours porte sur la conformité des résultats avec les objectifs attendus, sur l'impact des actions ou des interventions, au regard de leur utilité sociale, de l'intérêt communautaire et de l'intérêt général.

L'évaluation positive de l'action conditionne le renouvellement de sa participation financière, en tout état de cause de manière expresse.

## **ARTICLE 7 : OBLIGATIONS COMPTABLES ET JUSTIFICATIFS A FOURNIR**

ALTER EGAUX s'engage :

- A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme permettant un suivi analytique de l'action et à fournir des comptes annuels dans les sept mois suivant la clôture de l'exercice.
- Plus particulièrement, ALTER EGAUX remettra chaque année à la CASA ses bilans et comptes de résultat ainsi que l'annexe comptable. En outre, elle communiquera une version détaillée de ses comptes annuels et éventuellement son dossier de gestion. Ce dernier, réalisé par l'expert comptable, comprend des ratios, une analyse financière complétée de commentaires.
- A fournir le compte rendu financier propre à l'objectif défini, signé par le Président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou avant le 1<sup>er</sup> août au plus tard de l'année 2020.
- Si ALTER EGAUX est soumise à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un commissaire aux comptes, elle s'engage à transmettre à la C.A.S.A. tout rapport produit par celui-ci dans les délais utiles ainsi que ses comptes annuels certifiés conformes du dernier exercice connu.

## **ARTICLE 8 : SANCTIONS**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle sans l'accord écrit de la C.A.S.A. des conditions d'exécution de la convention par ALTER EGAUX, et sans préjudice des dispositions prévues à la présente convention, la C.A.S.A. peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

#### **ARTICLE 9 : CONTROLE DE LA C.A.S.A.**

ALTER EGAUX s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la C.A.S.A. de la réalisation des objectifs et de l'emploi des fonds notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile. A cet effet, la coopérative mettra en place des systèmes fiables et réguliers d'enregistrement de l'activité permettant d'en rendre compte à tout moment.

La C.A.S.A. se réserve le droit de procéder ou de faire procéder par un organisme mandaté par elle, sur pièces ou sur place, à tout contrôle ou audit qu'elle jugerait utile.

**Au cas où les contrôles feraient apparaître que les sommes versées n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, la C.A.S.A. pourra exiger le reversement des sommes.**

#### **ARTICLE 10 : AVENANTS**

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1<sup>er</sup>.

#### **ARTICLE 11 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

#### **ARTICLE 12 : LITIGES**

ALTER EGAUX et la C.A.S.A. conviennent que les litiges qui résultent de l'application du présent accord font l'objet d'une tentative de conciliation par un expert désigné d'un commun accord.

A défaut de conciliation dans un délai de deux mois de la constatation du litige et sauf prolongation admise par les parties, celles-ci conservent la faculté de soumettre leurs litiges à la compétence exclusive du Tribunal Administratif territorialement compétent ; les frais d'expertise sont répartis entre les parties.

#### **ARTICLE 13 : CONFIDENTIALITE**

Les services de la direction de la Cohésion sociale peuvent être amenés à transmettre des informations sensibles à l'association dans le cadre de ses accompagnements socio-professionnels ou pour l'orientation du public.

Si cela est le cas, et en conformité avec le règlement général sur la protection des données (RGPD), ALTER EGAUX s'engage à garantir la confidentialité et la protection de ces données à caractère personnel. Elle s'engage notamment à les utiliser uniquement pour la réalisation des objectifs indiqués dans la présente convention, et à les détruire une fois la mission terminée.

Fait à Valbonne Sophia Antipolis, le  
En deux exemplaires

Pour la coopérative ALTER EGAUX,  
La gérante,

Pour la Communauté d'Agglomération  
Sophia Antipolis,  
Pour le Président,  
La Vice- présidente Déléguée à la Politique de la Ville

Anne Gaël BAUCHET

Michelle SALUCKI

# 3-2. Budget prévisionnel de l'action

Le total des charges doit être égal au total des produits

Année ou exercice 2019

CHARGES	MONTANT 8	PRODUITS	MONTANT
CHARGES DIRECTES		RESSOURCES DIRECTES	
<b>60 – Achats</b>	<b>350</b>	<b>70 – Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services</b>	<b>0</b>
Prestations de services	0	013-Atténuation de charges	
Achats matières et fournitures	350	<b>74- Subventions d'exploitation<sup>9</sup></b>	<b>23000</b>
Autres fournitures	0	Contrat de ville	10000
<b>61 – Services extérieurs</b>	<b>150</b>		
Locations	0	Droit commun :	
Entretien et réparation	0	Direccte	5000
Assurance	50	-	
Documentation	100	Région(s) :	
<b>62 – Autres services extérieurs</b>	<b>2200</b>	-	
Rémunérations intermédiaires et honoraires	0	Département(s) :	
Publicité, publication	0	-	
Déplacements, missions	2000	Intercommunalité(s) : EPCI <sup>10</sup>	
Services bancaires, autres	200	- CASA	8000
<b>63 – Impôts et taxes</b>	<b>1500</b>	Commune(s) :	
Impôts et taxes sur rémunération,	0	-	
Autres impôts et taxes	1500	Organismes sociaux (détailler) :	
<b>64- Charges de personnel</b>	<b>18800</b>	- CAF	
		Fonds européens	
Rémunération des personnels,	12086	L'agence de services et de paiement (ex CNASEA, emploi aidés)	
Charges sociales,	6714	Autres établissements publics	
Autres charges de personnel	0	Autres privées	
<b>65- Autres charges de gestion courante</b>	<b>0</b>	<b>75 – Autres produits de gestion courante</b>	
<b>66- Charges financières</b>	<b>0</b>	Dont cotisations, dons manuels ou legs	
<b>67- Charges exceptionnelles</b>	<b>0</b>	<b>77 – Produits exceptionnels</b>	
<b>68- Dotation aux amortissements</b>	<b>0</b>	<b>78 – Reprises sur amortissements et provisions</b>	
CHARGES INDIRECTES			
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>23000</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>23000</b>
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES <sup>11</sup>			
<b>86- Emplois des contributions volontaires en nature</b>	<b>2000</b>	<b>87 – Contributions volontaires en nature</b>	<b>2000</b>
Secours en nature		Bénévolat	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	2000	Prestations en nature	2000
Personnel bénévole		Dons en nature	
<b>TOTAL</b>	<b>25000</b>	<b>TOTAL</b>	<b>25000</b>

<sup>8</sup> Ne pas indiquer les centimes d'euros.

<sup>9</sup> L'attention du demandeur est appelée sur le fait que les indications sur les financements demandés auprès d'autres financeurs publics valent déclaration sur l'honneur et tiennent lieu de justificatifs. Aucun document complémentaire ne sera demandé si cette partie est complétée en indiquant les autres services et collectivités sollicitées.

<sup>10</sup> Catégories d'établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre : communauté de communes, communauté d'agglomération, communauté urbaine.

<sup>11</sup> Le plan comptable des associations, issu du règlement CRC n°99-01, prévoit a minima une information (quantitative ou, à défaut, qualitative) dans l'annexe et une possibilité d'inscription en comptabilité, mais en engagements « hors bilan » et « au pied » du compte de résultat.

**AR réceptionné - Imprimer**

Date de l'acte : 20/05/2019  
Numéro : BC\_2019\_077  
Nature : DE - Deliberations  
Objet : Thématique insertion sociale et professionnelle - Attribution de subventions aux associations pour 2019  
Matière : 7.5 - Subventions  
**Interlocuteur**  
Nom : VINCENT Laurence

**Suivi des transactions****Accusé d'envoi**

Identifiant : LQ98ofJ

**Accusé de réception préfecture**

Date de réception : 03/06/2019  
Identifiant : 006-240600585-20190520-BC\_2019\_077-DE

**Acte reçu**

Date : 20/05/2019  
Numéro interne : BC\_2019\_077  
Code nature : 1  
Code matière 1 : 7  
Code matière 2 : 5  
Objet : Thématique insertion sociale et professionnelle - Attribution de subventions aux associations pour 2019  
Classification utilisée : 28/11/2018  
Document : 99\_DE-006-240600585-20190520-BC\_2019\_077-DE-1-1\_1.PDF

**Annexes**

Nombre : 16

99\_DE-006-240600585-20190520-BC\_2019\_077-DE-1-1\_2.PDF  
99\_DE-006-240600585-20190520-BC\_2019\_077-DE-1-1\_3.PDF  
99\_DE-006-240600585-20190520-BC\_2019\_077-DE-1-1\_4.PDF  
99\_DE-006-240600585-20190520-BC\_2019\_077-DE-1-1\_5.PDF  
99\_DE-006-240600585-20190520-BC\_2019\_077-DE-1-1\_6.PDF  
99\_DE-006-240600585-20190520-BC\_2019\_077-DE-1-1\_7.PDF  
99\_DE-006-240600585-20190520-BC\_2019\_077-DE-1-1\_8.PDF  
99\_DE-006-240600585-20190520-BC\_2019\_077-DE-1-1\_9.PDF  
99\_DE-006-240600585-20190520-BC\_2019\_077-DE-1-1\_10.PDF  
99\_DE-006-240600585-20190520-BC\_2019\_077-DE-1-1\_11.PDF  
99\_DE-006-240600585-20190520-BC\_2019\_077-DE-1-1\_12.PDF  
99\_DE-006-240600585-20190520-BC\_2019\_077-DE-1-1\_13.PDF  
99\_DE-006-240600585-20190520-BC\_2019\_077-DE-1-1\_14.PDF  
99\_DE-006-240600585-20190520-BC\_2019\_077-DE-1-1\_15.PDF  
99\_DE-006-240600585-20190520-BC\_2019\_077-DE-1-1\_16.PDF  
99\_DE-006-240600585-20190520-BC\_2019\_077-DE-1-1\_17.PDF

N